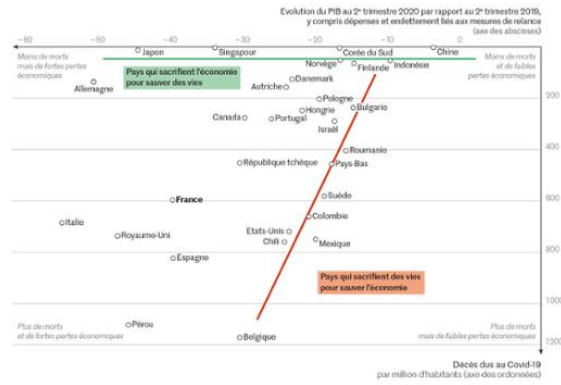


Covid-19 Pour sauver l'économie, il faut d'abord sauver les gens

Des stratégies divergentes face à la pandémie

Ce graphique croise d'une part le nombre de décès causés par le coronavirus et d'autre part les pertes économiques dues à la pandémie (écrité de PIB, coût des plans de relance figurant dans les budgets nationaux et dettes consenties). Les pertes économiques (Baisse du PIB au 2^e trimestre 2020 par rapport au 2^e trimestre 2019), apparaissent en abscisse. Les pays qui s'en sortent le mieux, avec des pertes

modérées, sont situés vers la droite. L'axe des ordonnées mesure le nombre de morts par million d'habitants, une forme de calcul normalisée de la gravité de la pandémie en fonction de la population de chaque pays. Les pays ayant enregistré le moins de morts parce qu'ils ont mieux protégé leur population figurent en haut du graphique.



Trois chercheurs américains ,

Trois chercheurs américains, croisant les chiffres de la croissance et de la mortalité due au Covid-19, concluent à l'efficacité du confinement, à condition qu'il soit modulé en fonction des données en temps réel et assorti de fortes subventions publiques

De début novembre, le Covid-19 se propageait à travers les Etats-Unis au rythme de 100 000 nouvelles contaminations par jour. Mi-novembre, ce chiffre approchait les 180 000 cas quotidiens et continuait de grimper [ce texte a initialement été publié aux Etats-Unis le 18 novembre]. Devant cette flambée de cas, un certain nombre de politiciens, journalistes et personnalités du monde des affaires proclament que les dégâts économiques et sanitaires d'un confinement sont aussi graves, sinon pires, que ceux causés par le virus qu'ils sont censés conjurer.

Une analyse précise des données des dix derniers mois, provenant de dizaines de pays à travers le monde, permet pourtant d'affirmer avec certitude que ces déclarations sont erronées. Les confinements stricts fonctionnent et donnent des résultats rapides, entre quatre et six semaines après leur instauration. Ils sont parvenus non seulement à ralentir, mais quasiment à éliminer le virus en Australie, Nouvelle-Zélande, Islande, Chine, Corée du Sud et à Taïwan. Cette analyse permet de formuler sept recommandations à l'intention des gouvernements et des citoyens.

1. Commencer par sauver des vies

Limiter les dégâts économiques de la pandémie débute et s'achève avec le contrôle de la propagation du virus. Les pays qui ont pris rapidement des mesures pour contrôler sa circulation rouvrent peu à peu leurs économies et retrouvent le chemin de la croissance. La plupart de ceux qui se sont donné comme objectif prioritaire de soutenir l'économie et ont refusé, limité ou supprimé prématurément les mesures visant à contrôler la pandémie sont aujourd'hui confrontés à un emballement des contaminations et ont dû imposer des reconfinements nationaux.

L'infographie ci-contre constitue une représentation approximative de l'efficacité avec laquelle chaque pays a protégé ses citoyens, par rapport au coût total que cela a représenté. Quand on prend en compte l'ensemble des coûts de la réponse à la pandémie – y compris ceux dont le paiement s'étalera sur les années à venir –, les différentes stratégies nationales se distinguent clairement les unes des autres. Les pays qui se sont rapidement concentrés sur le contrôle et l'élimination du coronavirus, choisissant de ce fait de sacrifier leur économie afin de sauver des vies, apparaissent en haut du tableau, le long de la ligne en pointillé verte. Les pays qui ont limité leur réponse à la pandémie au profit de mesures de relance,

préférant sauver l'économie plutôt que la vie de leurs citoyens, se répartissent le long de la diagonale rouge. Ceux qui ont tardé à réagir ou ont hésité entre plusieurs stratégies sont regroupés au centre, et subissent le pire des deux extrêmes. Plus on a laissé se propager le coronavirus, plus les coûts pour y faire face se sont accumulés, ce qui a directement impacté le coût économique total. Aucun montant de dépenses visant à soutenir l'économie, au travers de mesures budgétaires ou monétaires, n'a modifié la répartition quasi linéaire de ce lien. Cet élément devrait à lui seul dissuader les dirigeants des Etats de n'envisager que des réponses économiques pour faire face au Covid-19.

Mais un élément encore plus accablant émerge quand on observe la façon dont le graphique évolue dans le temps : les pays qui, comme les Etats-Unis, ont opté pour les mesures de relance économique, tout en laissant le virus se propager, continuent d'enregistrer une circulation virale non maîtrisée. Ce qui, trimestre après trimestre, aggrave les dégâts économiques liés à cette propagation. Ils se trouvent piégés dans un cercle vicieux, puisqu'ils sont contraints d'investir toujours plus afin de rester sur cette limite diagonale, tandis que le virus se propage et que leur PIB continue de chuter, accumulant ainsi des mesures de relance toujours plus massives et laissant un nombre croissant de personnes contracter le Covid-19 jusqu'au moment où leur système médical ne peut plus suivre, rendant les confinements rigoureux inévitables. En revanche, la Chine, Taiwan, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, Singapour, le Vietnam et la Thaïlande, qui ont, dès le départ, investi dans une lutte vigoureuse contre le virus, sont parvenus à l'éliminer et ont vu leur économie repartir. Ils sont par ailleurs engagés dans un cercle vertueux grâce auquel les économies croissent d'elles-mêmes, sans mesures de relance additionnelles et, avec la baisse du nombre de cas, voient une atténuation des dégâts liés à l'épidémie. Leur tendance naturelle autoentretenu est donc de se déplacer progressivement vers la droite le long de la ligne verte, en direction de la reprise économique. Un bilan manifestement gagnant-gagnant en termes aussi bien humanitaires qu'économiques.

La différence essentielle entre les pays asiatiques qui ont réussi à maîtriser la pandémie et les pays occidentaux qui continuent à lutter réside dans l'usage généralisé des masques de bonne qualité et le strict respect des mesures de distanciation sociale, adoptées et mises en œuvre par les autorités. Celles-ci ont calculé – à raison – que les coûts de production et de distribution de masques à toute la population, l'imposition de la distanciation sociale et le soutien aux plus démunis durant de brefs mais efficaces confinements ne pèsent pas grand-chose par rapport aux dégâts économiques à long terme que pourraient causer des vagues successives de contaminations et les mesures de relance nécessaires tant que le virus circulera sans contrôle.

Le meilleur exemple en est le projet américain de distribuer par voie postale cinq masques de qualité à chaque citoyen, idée jetée aux oubliettes par l'administration Trump. Le coût d'un tel programme se serait situé aux alentours de 1 milliard de dollars (soit 827 millions d'euros). Une somme à comparer au plan de relance de 1 700 milliards de dollars adopté au deuxième trimestre, et qui a depuis dépassé les 3 000 milliards de dollars, auxquels s'ajoute la baisse continue du PIB. L'efficacité relative des mesures s'établit donc probablement à 1 000 contre 1 en faveur du contrôle de la pandémie plutôt que de la relance économique. En d'autres termes, 1 milliard de dollars dépensés dans l'achat de masques et la mise en place de la distanciation sociale aurait eu un effet économique similaire à un plan de relance de 1 000 milliards de dollars et aurait pu sauver jusqu'à 200 000 vies américaines.

La pénible réalité est que la pandémie est insensible à l'idéologie politique, particulièrement lorsque celle-ci fait fi de la nature et de la réalité. Car, de fait, les pays qui refusent les confinements et les mesures barrières au début d'une vague de contaminations n'évitent en rien les confinements. Ils créent en réalité les conditions pour qu'un confinement finisse inévitablement par être décidé et qu'il soit plus rigoureux et bien plus durable, du fait de leur refus d'adopter en amont des mesures moins contraignantes. Et ce coût ne cessera de s'alourdir jusqu'à ce que le virus soit maîtrisé. Cette conclusion procède de la façon dont les contaminations augmentent alors de manière exponentielle et diminuent beaucoup plus lentement.

Ce que font en réalité les partisans de l'économie à tout prix, c'est échanger quelques semaines de « liberté » dans l'immédiat contre des mois de confinement supplémentaires lorsque les hôpitaux seront débordés, en laissant par la même occasion des dizaines de milliers de personnes mourir inutilement. A l'évidence, les confinements durs et leurs coûts économiques désastreux sont le résultat inévitable d'erreurs politiques et d'une mauvaise gouvernance dans la lutte directe et précoce contre la pandémie, alors que des solutions moins contraignantes et moins coûteuses auraient épargné de nombreuses vies et évité des dépenses.

2. Renforcer les mesures efficaces et peu coûteuses

David Cutler et Lawrence Summers ont évalué, dans un article publié par le *Journal of the American Medical Association*, le 12 octobre, le coût total du Covid-19 aux Etats-Unis à 1 600 milliards de dollars. Il semblerait donc logique que toute mesure – même atteignant les 1 000 milliards de dollars – susceptible d'éviter une partie de ces dégâts devrait être appliquée de toute urgence. Pour chaque dollar dépensé, elle serait d'un rapport de 1 000 pour 1 en termes de dégâts économiques évités. Le recours à la production de masse étrangère pour inonder le marché américain de masques KN95 de haute qualité devrait figurer en tête de liste. De vastes campagnes dans les médias et sur les réseaux sociaux, promouvant le port du masque et la distanciation sociale et encourageant le civisme, généreraient également de solides retours sur investissement, notamment dans les communautés qui ont été bombardées depuis neuf mois par les consignes contradictoires de la part des responsables politiques.

Autre domaine essentiel qui mérite investissements et subventions : les transports en commun – et plus généralement les lieux susceptibles d'accueillir des événements super-propagateurs –, qui devraient être équipés de systèmes améliorés de chauffage, ventilation et climatisation dotés de filtres HEPA et d'un débit d'air accru capable de limiter la transmission aérienne. Les meilleures consignes sur la ventilation des locaux recommandent un renouvellement complet de l'air toutes les six à sept minutes.

3. Cibler géographiquement en fonction de la prévalence

Nous pouvons à présent utiliser des cartes indiquant en temps réel la prévalence du coronavirus par comté et même par code postal, afin de concentrer les mesures de contrôle de la pandémie selon les besoins, en assignant des niveaux de mesures ciblées et différenciées en fonction de la sévérité des concentrations locales du virus. Les mesures barrières non coûteuses, telles que la distanciation sociale et le port du masque, devraient être généralisées. Les mesures plus coûteuses, comme les limites imposées aux réunions et aux activités professionnelles, les exigences de mise à niveau des dispositifs de ventilation et même, dans certains cas extrêmes, les fermetures locales d'entreprises, peuvent être modulées selon la prévalence locale et uniquement en cas de nécessité, appliquées de façon indépendante dans telle ou telle région, d'abord dans les établissements super-propagateurs et, seulement en dernier ressort, partout.

Le soutien économique peut également être géographiquement ciblé, transféré directement aux entreprises et aux ménages de chaque localité selon le niveau de sévérité de la pandémie et les mesures de prévention adoptées. Avec un tel système, les confinements ne seraient appliqués que dans les zones où ils sont les plus nécessaires tandis que, partout ailleurs, les mesures de prévention moins contraignantes suffiraient. Elles seraient alors affinées en fonction de la géographie et de la sévérité locale de la pandémie. Les mesures et confinements régionaux instituent de fait des limitations de déplacement et des quarantaines pour les personnes vivant dans des zones de forte prévalence. Sans ces restrictions, une prévalence locale devient en quelques semaines une prévalence au niveau régional, puis au niveau national.

4. Subventionner l'arrêt des travailleurs non essentiels

Durant les confinements les plus rigoureux institués dans les communautés victimes d'une forte prévalence, individus et sociétés ne devraient pas être rémunérés pour continuer à travailler comme auparavant, lorsque l'entreprise est non essentielle. Ils devraient au contraire être payés pour ne pas se rendre sur leur lieu de travail, afin de ne pas propager le virus. Si cela peut paraître coûteux et contraignant, l'alternative l'est encore plus : des confinements plus larges et durables, qui ne peuvent plus être repoussés en raison de l'effondrement des systèmes de soins.

5. Dépister et sécuriser les conditions de travail

Un autre aspect essentiel du combat pour enrayer la pandémie et créer les conditions de la reprise économique est que les travailleurs réellement essentiels, en particulier ceux que leur travail amène à entrer en contact avec de nombreuses autres personnes – livreurs, personnel hospitalier, employés des magasins d'alimentation –, doivent être soutenus grâce à la fourniture subventionnée d'équipements de protection individuels, l'amélioration des dispositifs de ventilation, des tests moléculaires fréquents et réguliers et un dépistage systématique des symptômes. Nous devons également développer à leur intention des politiques de congé et de soins qui les protègent eux et leurs familles lorsqu'ils sont contaminés par le Covid-19, afin qu'ils ne soient pas incités à dissimuler leurs symptômes et à continuer à travailler alors qu'ils sont contagieux.

6. Accélérer la modulation des mesures de prévention

Alors que les données concernant les résultats des tests, le nombre de nouveaux cas, d'hospitalisations et de décès liés au Covid-19 sont mises à jour de façon quotidienne et localité par localité, les outils analytiques sont en mesure de déterminer en une ou deux semaines si les mesures de prévention en cours sont efficaces. Et, si tel n'est pas le cas, elles doivent être immédiatement modulées. Les responsables locaux doivent avoir accès à ces outils et être formés à leur utilisation.

Surtout, ils doivent intégrer et appliquer deux leçons fondamentales : une fois que la propagation du coronavirus est sur une trajectoire de croissance exponentielle – et à moins qu'il ne soit vigoureusement combattu –, on ne peut échapper à une issue catastrophique et à des confinements obligatoires ; et plus vite on procède à l'ajustement des mesures de prévention, idéalement dès qu'une courbe de croissance tendanciellement exponentielle est détectée, moins les mesures nécessaires sont contraignantes.

7. Financer la surveillance de l'évolution de la pandémie

Pour que la stratégie de réaction rapide décrite ci-dessus soit efficace, il faut un test moléculaire universellement disponible et qui soit coordonné centralement, avec transmission immédiate des résultats, pour pouvoir analyser et orienter en temps réel mesures sanitaires et dispositifs de relance. Lorsque cela sera en place, les responsables nationaux et locaux disposeront des toutes dernières données sur l'évolution de la pandémie, ce qui leur permettra de réagir efficacement au niveau local. Cette exigence pointe un défaut crucial de la plupart des tests rapides à usage unique disponibles : aucun n'est à même de permettre un suivi et une analyse suffisamment efficaces et rapides de la pertinence des mesures en vigueur, un élément-clé pour assurer la sécurité des activités pendant la pandémie. Des tests de dépistage universels devraient être pratiqués pas moins de deux fois par semaine chez toute personne ayant des interactions sociales, professionnelles ou scolaires, avec un délai de résultat n'excédant pas vingt-quatre heures (puisque l'on peut devenir contagieux dans les 2,5 à 3 jours après avoir été soi-même infecté). Ce qui signifie que les tests doivent être suffisamment bon marché pour que toute personne susceptible de propager le virus puisse être testée régulièrement.

Des subventions seront presque certainement nécessaires pour s'assurer que les personnes économiquement défavorisées – qui, bien souvent, sont plus exposées comme victimes et super-propagateurs – bénéficient d'un accès aux tests égal ou meilleur que les personnes présentant moins de risques d'infecter les autres. La plupart des membres de la classe moyenne eux-mêmes auraient difficilement les moyens de se faire dépister à la fréquence requise. L'argument économique en faveur de la gratuité des tests pendant toute la durée de la pandémie est convaincant, tout comme celui qui prône la distribution gratuite de masques KN95 de haute qualité (comme l'ont fait Singapour et Taïwan). De même, l'éventuelle distribution d'un vaccin anti-Covid devrait être gratuite pour tous.

L'une des premières catégories devant bénéficier de cette capacité renforcée de dépistage devrait être les élèves et étudiants, les enseignants, le personnel scolaire, mais aussi leurs familles. Une étude des Centers for Disease Control publiée le 6 novembre pointe la forte probabilité de la propagation au sein des familles. Cela accroît notablement l'échelle des opérations de dépistage et démontre la nécessité de subventionner les écoles qui, sans cela, seraient dans l'incapacité de mettre en œuvre ces mesures.

Trois raisons importantes justifient cette attention particulière à l'égard des établissements d'enseignement. Tout d'abord, les données de contamination montrent de façon irréfutable que la prévalence du coronavirus a commencé à croître exponentiellement au moment exact où les cours en présentiel ont recommencé, en août et en septembre. En deuxième lieu, faire en sorte que les élèves puissent assister sans risque à des cours en présentiel est une condition sine qua non pour qu'au moins la moitié des parents puissent reprendre leur travail, au lieu d'être obligés de rester chez eux pour s'occuper des enfants et gérer leur enseignement à distance. Troisièmement, les étudiants qui arrivent sur les campus en provenance de toutes les régions, et même du monde entier, agissent comme vecteurs, contractant le coronavirus là où il est prévalent et le disséminant au cours de leurs déplacements. En cela, les campus sont des lieux super-agrégateurs mais aussi super-propagateurs.

Il est essentiel de freiner la propagation exponentielle du virus grâce à une infrastructure de dépistage à trois niveaux : un dépistage dans les grands bâtiments, les campus et les villes, à partir de tests pratiqués sur les eaux usées ; des tests de dépistage individuels, universels et bon marché ; et des tests de diagnostic précis, le tout fournissant des résultats en temps réel aux bureaux d'analyse des autorités locales et nationales.

En conclusion, partout où le coronavirus sévit, les responsables politiques doivent agir dès à présent à partir des meilleurs avis scientifiques disponibles. La Chine, l'Australie, Taïwan, Singapour, la Corée du Sud, le Vietnam, la Thaïlande, la Nouvelle-Zélande et l'Islande ont tous pris de telles mesures avant de réussir à maîtriser la circulation du virus. Ils ont pu fournir des réponses rapides à partir de nombreuses

données, étendre au niveau national la stratégie de dépistage et de traçage, instituer le contrôle des frontières afin d'isoler les régions saines de celles contaminées par le virus. Tous ces pays ont réussi à juguler et même à éliminer le virus sur leurs territoires et sont en train de rouvrir leurs économies. Les dernières initiatives chinoises dans les villes comportent ainsi des mesures à l'échelle du pâté de maisons.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les pays européens dans leur ensemble ont, jusqu'à présent, échoué à réagir de la même façon, et continuent d'être confrontés aux résurgences répétées d'une circulation virale en croissance exponentielle. Ils peuvent parvenir à juguler la pandémie en suivant l'exemple des pays qui ont réussi à le faire. Mais, pour les citoyens, attendre une réponse officielle déjà trop retardée serait un jeu de dupes. N'attendez pas que vos gouvernements agissent. Confiner votre famille. Persuadez vos écoles qu'elles doivent revenir à l'enseignement à distance. Suivez vos offices religieux en ligne. Faites-vous livrer vos repas à domicile. Evitez les bars, les clubs, les gymnases, les cafés et restaurants. Convincez vos amis, voisins, collègues de travail et membres de votre paroisse de faire de même. Exhortez chacun à comprendre que le port du masque et le respect de la distanciation sociale sont des services publics dans l'intérêt du bien commun.

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR GILLES BERTON

Ce texte est extrait d'un article publié le 18 novembre sur le site de l'Institute for New Economic Thinking (INET), fondé en 2010 par le financier George Soros à la suite de la crise de 2008, pour réunir des économistes critiques de la science économique contemporaine. L'INET publie des articles et contenus pédagogiques, finance des bourses et des programmes de recherche de nombreuses universités (Cambridge, Oxford, Kiel, Bangalore, Hongkong, Californie...).

Phillip Alvelda est président-directeur général de Brainworks Foundry, entreprise

de technologies de santé. Il a auparavant dirigé des programmes de recherche en ingénierie biologique au sein de la Defense

Advanced Research Projects Agency,

et est le fondateur de MobiTV ;

Thomas Ferguson est directeur de la recherche de l'Institute for New Economic Thinking (INET) et professeur émérite

d'économie de l'université du Massachusetts,

à Boston ;

John C. Mallery est directeur des

technologies de WFA Group, société d'études diagnostics et conseils aux investisseurs. Il a été chercheur au Laboratoire d'informatique

et d'intelligence artificielle du Massachusetts Institute of Technology